

du communisme, qui est opposé au Christ, nous constatons que ce n'est pas le christianisme qui est en cause. Nous employons l'expression démocratie, et le premier ministre a déclaré aujourd'hui que le meilleur moyen de triompher du communisme c'est de rendre la démocratie efficace. Je vous rappellerai, monsieur l'Orateur, ce que je vous ai signalé à la dernière session, c'est-à-dire qu'à l'ouverture des séances tous les jours vous dites au nom de la Chambre: "Que Votre règne arrive." Si cette prière était exaucée, ce n'est pas une démocratie qui existerait, mais bien ce qu'on appelle une théocratie. C'est pour cette raison qu'il ne s'agit pas d'être pour ou contre le christianisme, parce que j'imagine que le monde accepterait le christianisme sans grande difficulté. Le conflit est entre le Christ et ceux qui s'y opposent, et le monde n'est pas prêt à recevoir le Christ. Je laisse ces pensées, qui peuvent être quelque peu irritantes, à la réflexion de ceux qui ont le temps de les méditer.

J'ai noté attentivement certaines des observations que le premier ministre a faites en réponse au chef de l'opposition. Je partage son avis dans une grande mesure. Je ne pense pas que la question du communisme au Canada inquiète plus le chef de l'opposition que le premier ministre. Je considère le premier ministre comme un grand chrétien qui a le bien-être du Canada à cœur. Il se rend compte du danger que comporte le communisme, mais comme il a dit, et comme le chef de l'opposition le constaterait s'il siégeait à la place du premier ministre, il s'agit de savoir comment résoudre le problème qui se pose.

Le premier ministre a dit que les syndicats ouvriers étaient en mesure de faire face à la situation eux-mêmes. Je crois qu'il a employé les mots expressifs d'épuration par le dedans. J'ai une observation à formuler à cet égard. Nos grands groupements ouvriers ont pu, il est vrai, purger leurs rangs de fauteurs de troubles, de communistes puissants. Mais ils n'ont pu pratiquer cette épuration que parce que ceux de leurs membres qui n'étaient pas communistes constituaient encore la majorité, tenaient toujours le haut bout. Le tableau aurait pu changer avec le temps, comme cela s'est produit dans d'autres pays que nous connaissons. La France est censée être une démocratie, mais il se trouve que, pour ce qui est du travail, le communisme a pris le dessus en France, comme il l'a fait en Italie et dans d'autres pays. La situation aurait bien pu se modifier avec le temps, pour ce qui est de nos deux grands syndicats. Si les communistes avaient pris le dessus, la situation serait différente aujourd'hui. S'ils n'ont pas réussi à prendre

le dessus, c'est sans doute, entre autres raisons, que le communisme n'est plus aussi populaire qu'il l'était pendant la guerre, alors que la Russie était considérée comme l'un de nos alliés.

Autre point. N'allons pas croire que tous les syndicats ouvriers ont pu conjurer ce danger. Les syndicats importants peut-être mais pas tous les syndicats locaux. Ceux de nous qui représentent des circonscriptions où les syndicats locaux sont puissants, en particulier dans quelques régions industrielles, savent que les communistes tiennent toujours le haut bout dans certains de ces syndicats locaux.

Ce n'est pas à mon sens l'intervention de l'État qui a amené cette épuration volontaire au sein des syndicats ouvriers. Je crois que les événements ont suivi leur cours naturel. Le temps travaillait pour nous. Ensuite, le premier ministre a affirmé que nous sommes aujourd'hui dans une meilleure posture vis-à-vis du communisme qu'il y a quelques années. Cela se peut; il y a là matière à discussion. Mais, s'il en est ainsi, je l'affirme de nouveau, ce n'est pas parce que le Gouvernement a pris des mesures particulières à cet égard. C'est simplement parce que l'opinion publique s'est quelque peu modifiée au sujet du communisme du fait que, depuis la guerre, la Russie s'est assez mal conduite au sein des Nations Unies, ce qui a eu ses répercussions parmi la population du Canada, des États-Unis et de certains autres pays. Là encore, le temps travaillait pour nous.

Ensuite, le premier ministre a donné lecture d'un extrait d'un mémoire présenté au comité du Sénat des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le premier ministre a lu les noms des personnes qui faisaient partie de l'organisme qui a présenté ce mémoire. Qu'il me soit permis de dire que, personnellement, je ne crois pas que la lecture des noms de personnages éminents renforce de beaucoup l'argument car, parfois, les personnages éminents peuvent se tromper. De toute façon voyons ce qui s'est passé par la suite.

Le premier ministre a lu certains passages du mémoire sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Puis-je vous signaler, monsieur l'Orateur, que ces passages du mémoire, qui a reçu l'approbation de ceux dont il a donné les noms, pourraient être acceptés par toutes les organisations communistes du pays? Chacune d'elles pourrait dire: C'est ce que nous souhaitons. Pourquoi? Parce que ce serait leur accorder la liberté de poursuivre leur œuvre et ce qu'elles veulent, c'est qu'on leur laisse assez de liberté pour qu'elles puissent détruire nos libertés démocratiques.